

Brochure n° 3258

**Convention collective nationale**

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**  
**Ouvriers**  
**(Entreprises occupant plus de 10 salariés)**

ACCORD DU 11 JANVIER 2008  
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS  
(CHAMPAGNE-ARDENNE)

NOR : ASET0850286M  
IDCC : 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment Champagne-Ardenne ;

La fédération française des installateurs électriciens ;

La fédération Nord des SCOP BTP,

D'une part, et

La CGT-FO BTP,

D'autre part,

Vu la convention collective régionale du 14 juin 2006, dans ses articles 2.6 (Indemnité de petits déplacements), 2.3 (Prime pour travaux occasionnels) et 2.4 (Outillage),

il a été convenu ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>**

En application du titre VIII, chapitre I<sup>er</sup>, de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1<sup>er</sup> mars 1962 (c'est-à-dire occupant plus de 10 salariés), les organisations représentatives

d'employeurs et de salariés se sont réunies le 28 novembre 2007. Il a été convenu ce qui suit, au 1<sup>er</sup> avril 2008 :

Indemnité de transport :

- zone 1A (0 à 5 km) : 1,10 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 1,75 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 3,30 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 5,00 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 6,60 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 8,30 €.

Indemnité de trajet :

- zone 1A (0 à 5 km) : 1,00 € ;
- zone 1B (5 à 10 km) : 1,50 € ;
- zone 2 (10 à 20 km) : 2,60 € ;
- zone 3 (20 à 30 km) : 3,75 € ;
- zone 4 (30 à 40 km) : 4,70 € ;
- zone 5 (40 à 50 km) : 6,90 €.

Indemnité de repas : 8,15 €.

L'indemnité de repas est due, quelle que soit la zone, dans les conditions prévues à l'article 2.6.5 de la convention collective régionale.

## **Article 2**

Il est également convenu ce qui suit au 1<sup>er</sup> avril 2008 :

Prime d'outillage : 7,50 €.

Prime horaire pour travaux occasionnels : 0,55 €/heure.

## **Article 3**

Le présent accord sera effectif au 1<sup>er</sup> avril 2008.

Les parties signataires s'engagent à se rencontrer au moins une fois par an pour étudier les revalorisations des différentes indemnités et primes prévues aux articles 1<sup>er</sup> et 2 dudit accord.

## **Article 4**

Le présent accord sera déposé à la direction générale du travail et remis au secrétariat du greffe du conseil de prud'hommes de Reims, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Fait à Reims, le 11 janvier 2008.

(Suivent les signatures.)